

<http://www.snetap-fsu.fr/Pays-de-Loire-boycott-du-CREA-du.html>



Pays de Loire : boycott du CREA du 23/01

- En Région -

Date de mise en ligne : mardi 24 janvier 2012

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

Déclaration commune SNETAP-[FSU](#) / [FCPE](#)

au Comité Régional de l'Enseignement Agricole
des Pays de la Loire du 23/1/12

Mesdames, Messieurs les représentants du CREA. Depuis notre dernière rencontre le 9 décembre, force est de constater que la situation de l'enseignement agricole n'a pas changé.

Nous cherchons toujours le Ministre. Il n'est pas là, il n'est plus là. Il ne répond pas.

La seule réponse perceptible de la part du gouvernement et donc du Ministre actuellement est de dire que le Pays est en crise et qu'il faut faire des économies.

Ces choix politiques basés sur la seule recherche du moindre coût sans entendre les aspirations légitimes des familles, des élèves et des personnels entraîneront à nouveau fermetures de classes, augmentation de la précarité, dégradations des conditions de travail et d'apprentissage, nous continuons de les refuser.

Ni les élèves, ni les personnels ne sont responsables de la dette publique, le SNETAP [FSU](#) ne peut ni cautionner ni s'associer à cette entreprise organisée de démolition de l'enseignement agricole, de cette entreprise de démolition de nos métiers et de notre statut.

Depuis le 9 décembre, la situation n'a pas changé. Enfin si, nous avons quelques informations...informations qui ne font que renforcer notre mécontentement.

On sait maintenant la déclinaison régionale des suppressions de postes : 6 postes seront supprimés à la rentrée prochaine dans les lycées agricoles publics des Pays de la Loire.

On sait aussi que le [CAPA](#) PAUM n'ouvrira pas à la rentrée 2012 au [LPA](#) du Haut Anjou. Tout cela, nous ne l'acceptons pas. Comme aucune discussion n'est possible avec BRUNO le petit fantôme, nous ne siégerons pas aujourd'hui au CREA.

Nous ne siégerons pas aujourd'hui au CREA des Pays de la Loire, le Ministre ne veut rien entendre, nous n'avons rien à dire à ses représentants.